

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'agression d'un journaliste-photographe à Paris et la protection des médias, à Tel-Aviv le 18 novembre 2013.

QUESTION : « Monsieur le Président, des évènements graves se passent en ce moment en France à Paris. Quelle est votre réaction à ces évènements ? »

LE PRESIDENT : « Un tireur a agressé un journaliste-photographe à Libération ce matin. Le même, semble-t-il, même s'il convient d'être prudent, a également utilisé une arme dans une tour de la Défense.

La seule instruction qui vaille, c'est celle que j'ai donnée au ministre de l'Intérieur et à toutes les forces de sécurité. C'est d'interpeller, d'arrêter ce tireur pour qu'il ne puisse pas nuire à quiconque d'autre. Toutes les forces sont mobilisées.

Nous aurons ensuite à tirer un certain nombre d'enseignements, mais d'abord arrêter celui qui menace la vie, qui a tenté de tuer et qui peut, demain, tout à l'heure, tuer encore. L'arrêter le plus vite possible, c'est la seule consigne qui doit être donnée ».

QUESTION : « Est-ce que cela vous inquiète, Monsieur le Président ? C'est la première fois que des groupes de médias sont visés, que de tels faits se produisent dans les rues de Paris ».

LE PRESIDENT : « Là, il y a eu deux médias qui ont été visés, semble-t-il par le même homme.

Ce sera à la justice d'en établir la preuve. C'est toujours la liberté d'information qui est visée.

Donc, dans un pays de droit, nous devons plus que jamais protéger les organes de presse.

J'ai également donné, avec le ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, toutes les instructions pour que tous les organes de presse, aujourd'hui, soient protégés ».